

**DEA 111**

Séminaire: Relations économiques internationales,  
Jean-Marc Siroën

**Institutions et Croissance**

*In Search of Prosperity*  
*avec une introduction de Rodrik, Dani*

Mémoire mineur

## TABLE DES MATIERES

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>II.</b>	<b>SITUATION.....</b>	<b>3</b>
<b>III.</b>	<b>LES CAUSES FONDAMENTALES DE LA CROISSANCE .....</b>	<b>4</b>
<b>A.</b>	<b>La théorie de la croissance endogène .....</b>	<b>4</b>
<b>B.</b>	<b>Les déterminants profonds .....</b>	<b>4</b>
<b>IV.</b>	<b>REGLES EMPIRIQUES GENERALES CONCERNANT LE ROLE DES INSTITUTIONS, SUR LA BASE DE CAS PRATIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>A.</b>	<b>Intérêt et limites de l'approche par les cas pratiques .....</b>	<b>7</b>
1.	Une approche bottom up.....	7
2.	Des limites qui viennent de l'utilisation de proxys de la qualité des institutions .....	8
3.	Des limites propres aux cas pratiques.....	8
<b>B.</b>	<b>Les enseignements tirés de l'ouvrage dirigé par Rodrik .....</b>	<b>8</b>
1.	Enseignement 1 : La qualité des institutions est fondamentale .....	9
2.	Enseignement 2: Intégration commerciale et géographie ne sont pas déterminantes.....	10
3.	Enseignement 3: De bonnes institutions s'acquièrent, mais peuvent prendre des formes hétérodoxes.....	10
4.	Enseignement 4: Initier la croissance et maintenir la croissance sont deux choses différentes 11	
5.	Enseignement 5: Les gouvernements des pays ont un rôle central .....	12
6.	Conclusion 6: Les institutions formelles et informelles sont complémentaires mais ont des horizons temporels d'évolution variables (source : OCDE).....	13
<b>V.</b>	<b>APPROFONDISSEMENT D'UN CAS PRATIQUE: LE BOTSWANA .....</b>	<b>15</b>
<b>A.</b>	<b>Le Botswana : un pays à la croissance solide et forte .....</b>	<b>15</b>
<b>B.</b>	<b>Un succès dû à de « bonnes politiques » .....</b>	<b>15</b>
<b>C.</b>	<b>La cause la plus probable des « bonnes politiques » est la qualité des institutions politiques et économiques. ....</b>	<b>16</b>
<b>VI.</b>	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>18</b>
<b>VII.</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>19</b>
<b>VIII.</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>20</b>

## **I. INTRODUCTION**

Depuis quelques années, le rôle des institutions dans le développement et la croissance économique a été abondamment étudié par les chercheurs, les décideurs et les praticiens du développement.

Ce mémoire cherche à faire le point sur les connaissances concernant le rôle des institutions dans le développement et la croissance économique et les conséquences pour les décideurs et réformateurs des pays en voie de développement (PVDs), sur la base des travaux de Rodrik et des vingt et un autres économistes ayant contribué à l'ouvrage "In Search of Prosperity" (2003, Princeton University Press) ainsi que d'autres travaux, notamment de l'OCDE.

Dans un premier temps, nous ferons un rappel de la situation de disparité de revenus entre les pays, de l'évolution historique des approches du développement préférées par les décideurs des pays en voie de développement et des approches mises en avant par les économistes.

Dans un deuxième temps, nous nous concentrerons plus spécifiquement sur l'analyse des causes fondamentales de la croissance, notamment les apports de la théorie de la croissance endogène.

Puis, dans un troisième temps, nous considérerons les enseignements de l'évolution économique de 21 pays (dont 20 PVDs), réalisées dans l'ouvrage de Rodrik et de ses collaborateurs ; d'abord en évoquant l'intérêt et les limites de telles études, puis en tirant les enseignements de l'étude de l'évolution économique de ces pays ; et enfin en étudiant plus en profondeur le cas pratique du Botswana.

## II. SITUATION

On constate des différentiels très importants de revenus par habitant dans le monde, malgré des points de départ peu éloignés à l'aube de la révolution industrielle. Le tableau de l'annexe 1 montre l'énorme écart des revenus moyen par habitant entre pays, qui varient de 1 à 100 entre le plus pauvre (Sierra Leone) et le plus riche (Luxembourg). Ces différences de revenus sont presque entièrement dues aux différences de taux de croissance.

L'économiste Pritchett<sup>1</sup>, en identifiant 7 faits stylisés de la croissance sur les derniers 130 ans, traduit cette disparité de fortune entre pays :

- Depuis 1870, il y a eu une divergence très importante en revenus absolus et relatifs entre les « leaders » et les « retardataires »
- Une croissance très stable du pays leader (USA) depuis 1870
- Une série de pays leaders a connu des taux de croissance quasi égaux sur le long terme
- Les pays les plus pauvres ont historiquement eu des taux de croissance très faibles (presque nuls)
- Certains pays qui étaient pauvres en 1960 ont connu des épisodes de croissance très rapide et soutenue.
- Les taux de croissance entre 1960 et 1992 ont varié énormément entre pays en voie de développement (PVDs)
- Les taux de croissance des pays en développement ont énormément varié, et il y a peu de stabilité de ces taux de croissance : la variance des taux de croissance dans les PVDs est plus du double de celle des pays développés.

Une des questions centrales de l'économie du développement est donc de comprendre pourquoi, sur les cinquante dernières années, nous avons un monde partagé entre pays qui ont connu un taux de croissance soutenu sur une longue période et ceux qui n'en ont pas bénéficié?

Plusieurs opinions majoritaires se sont succédées depuis la seconde guerre mondiale parmi les décideurs et réformateurs des PVDs, quant à la meilleure manière de susciter la croissance et le développement.

Dans les années 50 et 60, la tendance était une planification de l'économie avec une substitution des produits domestiques aux importations.

Dans les années 70, des vues plus orientées vers le marché se sont progressivement répandues, entraînant une libéralisation des prix et une ouverture commerciale.

Vers la fin des années 80, les opinions ont convergé vers ce que John Williamson (1990) a appelé le "Consensus de Washington": dogme consistant à penser que le secteur privé pouvait résoudre tous les maux. Malgré d'importants ajouts et embellissements ultérieurs, les principes cités par Williamson en 1990 (mais appliqués dès 1990) demeurent au coeur de la compréhension actuelle de ce qui constitue un cadre désirable de politique pour le développement et la réduction de la pauvreté. Ces principes sont la discipline fiscale, la compétitivité de la monnaie, la libéralisation commerciale et financière et la privatisation et la dérégulation.

Vers la fin des années 90, des concepts de bonne gouvernance, ont été rajoutés aux principes initiaux listés par Williamson (le "Washington Consensus-plus").

---

<sup>1</sup> PRITCHETT, 2003

### III. LES CAUSES FONDAMENTALES DE LA CROISSANCE

Depuis le milieu des années 80, les économistes ont fortement progressé dans leur compréhension des mécanismes de croissance.

Les modèles de départ qui étaient très théoriques et concernaient une croissance auto entretenue et un progrès technologique endogène, ont été remplacés par des tentatives d'expliquer la grande variété des expériences de croissance économique.

Empiriquement, les études ont dépassé la seule recherche de corrélations entre variables économiques, telles que capital humain, capital physique et distorsions de prix, pour aborder les déterminants « profonds » de la croissance, tels que les institutions, la géographie et le commerce.

---

#### A. *La théorie de la croissance endogène*

---

La théorie de la croissance endogène essaie de comprendre la croissance, en étudiant les facteurs « proxys » de la croissance.

Le PIB/habitant (revenu) dépendant des ressources initiales (Travail, Capital physique, Capital humain) et de la manière dont sont utilisées ces ressources (productivité), la croissance du revenu correspondant ainsi à:

- l'accumulation du capital physique, plus
- l'accumulation du capital humain, plus
- la croissance de la productivité.

Mais l'accumulation de capital et la croissance de la productivité étant endogènes, cette équation de la croissance ne permet pas d'analyser structurellement la croissance, car les relations de causalité sont incertaines et des relations de causalité inverse possibles. L'équation n'explique pas non plus pourquoi certaines sociétés parviennent à accumuler et à innover plus vite que d'autres.

Les économistes ont donc recherché les causes fondamentales sous-jacentes: les déterminants "profonds".

---

#### B. *Les déterminants profonds*

---

Trois déterminants profonds de la croissance, sont identifiés en particulier :

- La géographie: ressources naturelles et environnement c'est à dire latitude, navigabilité des eaux, climat...
- Le commerce: taille du marché, participation au commerce international
- Les institutions et le contexte social: système juridique, institutions formelles, institutions informelles...

Il existe un débat sur l'importance relative de ces trois déterminants profonds, ainsi que sur leurs « canaux d'influence » directs et indirects.

Par ailleurs, ces déterminants profonds remontent pour certains à des facteurs historiques, culturels voire immuables<sup>2</sup>.

#### *La géographie*

Certains économistes, comme Jeffrey Sachs et Jared Diamond, attribuent un rôle dominant à la géographie. Le rôle des ressources naturelles et de l'environnement paraît en effet évident et direct. La géographie est le déterminant principal du climat et des dotations en ressources naturelles (matières premières et productivité agricole). La géographie peut aussi jouer un rôle essentiel dans les taux de mortalité (santé), sur les coûts de transport, ainsi que le potentiel de diffusion de nouvelles technologies développées dans d'autres régions. Par conséquent, la géographie influe la productivité agricole, la possession de matières premières et la qualité des ressources humaines.

---

<sup>2</sup> Diamond, 1997

### Le commerce

L'intégration commerciale, comme moteur de la croissance de la productivité et du revenu, est un thème très discuté parmi les économistes (Dollar et Kray ou Sachs et Warner par exemple), mais à ce jour non tranché. Les effets du commerce sur la croissance sont variables selon les situations pays. L'ouverture commerciale peut avoir des effets positifs s'il existe des externalités technologiques et effets d'apprentissage. Les flux de capitaux peuvent aussi avoir des effets bénéfiques s'ils vont des pays riches vers pays pauvres et génèrent des externalités de gestion et de technologie.

Sachs et Warner en 1995 identifient une « convergence inconditionnelle ».

Cependant, il faut noter que beaucoup de pays, tels l'Inde et la Chine, ont connu une croissance économique rapide et une réduction de la pauvreté, alors même que leurs échanges n'étaient pas encore véritablement libérés.

### Les institutions

Enfin, le rôle des institutions est de plus en plus évoqué (Douglass North, Dani Rodrik ou William Easterly par exemple), comme élément clé pour la croissance, notamment, sous les aspects: protection des droits de propriété, structures de réglementation, qualité et l'indépendance de l'institution judiciaire et compétence bureaucratique.

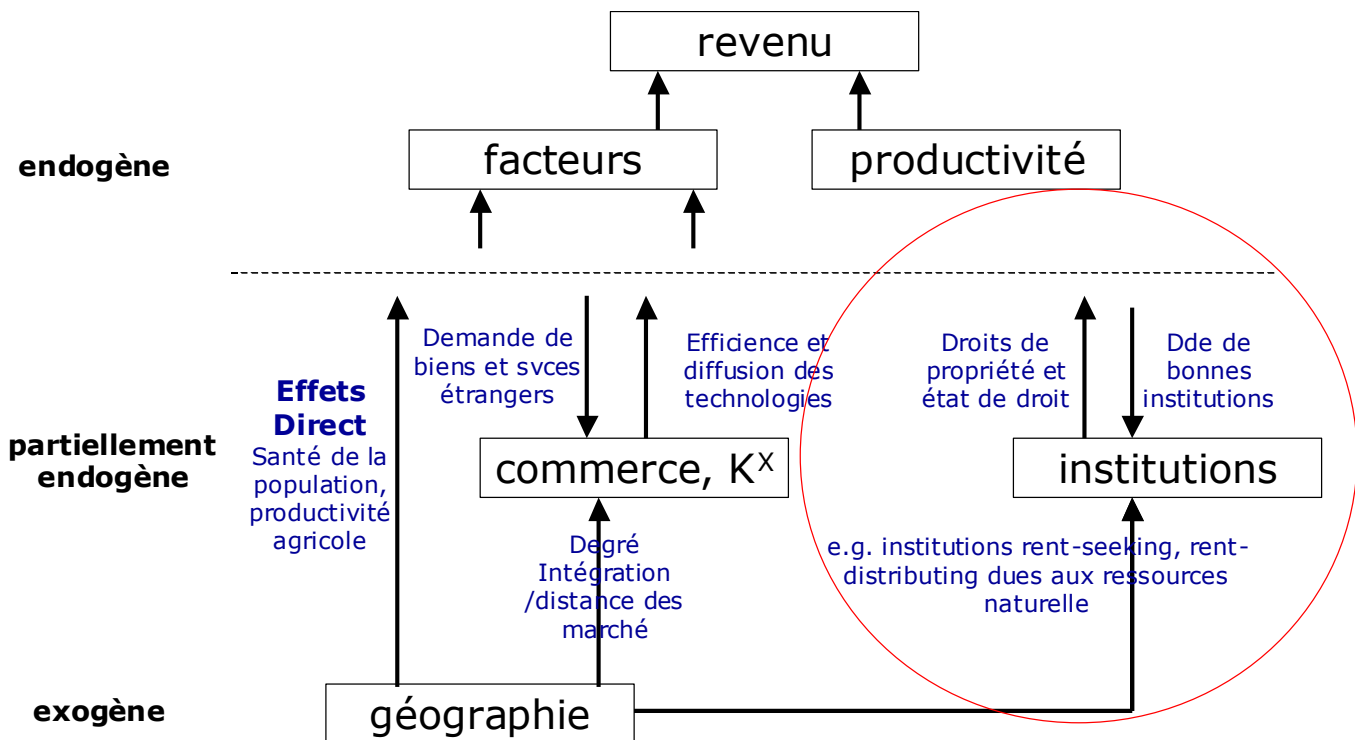
*Les relations entre ces trois déterminants étant multiples et complexes, il est difficile d'établir et de quantifier les relations de causalité.*

Les trois facteurs sont significatifs, mais la géographie est le seul déterminant qui soit purement exogène.

Commerce et institutions sont endogènes, et évoluent avec la performance économique, mais le sens des causalités n'est pas évident. Ils ne sont pas reliés *directement* au revenu.

Cependant, les deux facteurs ont aussi des composantes exogènes : le commerce est déterminé pour partie par les choix de politiques commerciales. Les institutions sont elles aussi déterminées pour partie par des choix politiques exogènes à l'économie (héritage d'institutions coloniales par exemple).

**Graphique 1 : Les relations entre les déterminants de la croissance**



Source : Rodrik, 2003 (avec ajouts explicatifs)

### **Interdépendances et priorités**

Il existe des interdépendances entre ces trois déterminants. La géographie influence le degré d'intégration commerciale ainsi que la qualité des institutions comme dans le cas des anciennes colonies africaines (William Easterly et Ross Levine, 2002). Les ressources naturelles sont souvent associées à des institutions de type « rent-seeking » et « rent-distributing ».

De bonnes institutions engendrent la croissance (Acemoglu, Johnson & Robinson -"AJR"- 2001) et encouragent le commerce (Anderson and Marcouiller, 1999). La croissance en retour génère de meilleures institutions.

### **Importance relative de ces déterminants profonds**

Il existe un débat sur l'importance relative de ces déterminants profonds, celle-ci pouvant varier dans le temps ou en fonction des conditions initiales, ou d'autres aspects des circonstances pays.

Il ne semble pas exister de loi universelle pour susciter la croissance :

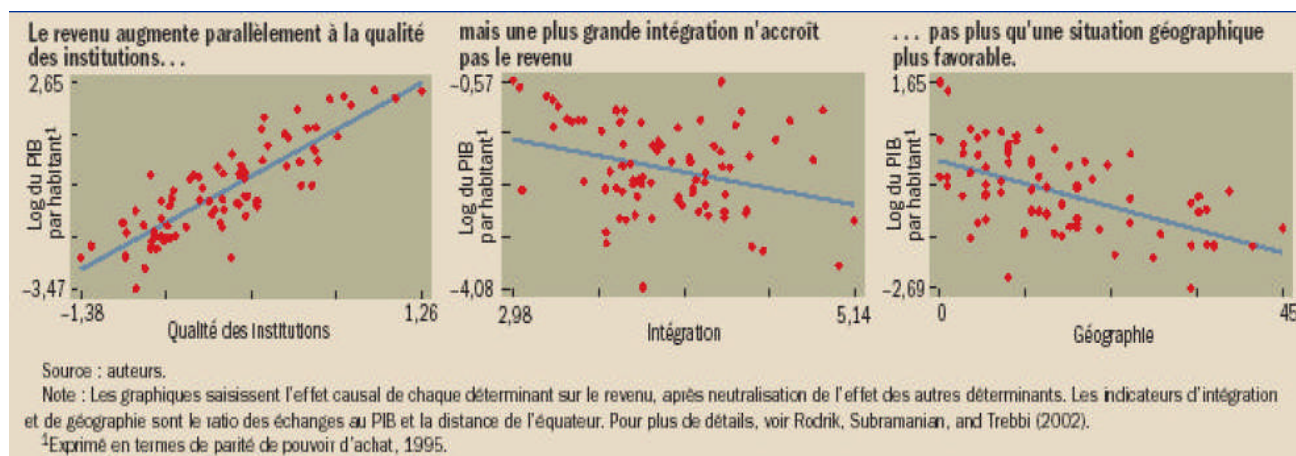
- Pour un petit pays près des voies d'échange, le commerce est peut-être la manière la plus simple de croître.
- Pour un grand pays dans une région désavantagée, le développement d'institutions peut être la manière de croître.

Les institutions et la géographie varient peu dans le temps, bien que certains pays, tels la Chine et l'Inde, aient connu transformations remarquables en peu de décennies.

### **La qualité des institutions peut accroître le revenu. Commerce et géographie, à elles-seules, ne le peuvent pas**

Le rôle fondamental des institutions pour engendrer la croissance est mis en évidence par Rodrik et Subramanian<sup>3</sup>. En utilisant l'approche des variables instrumentales, ils ont estimé une série de régressions liant les revenus à des mesures de la géographie, de l'intégration et des institutions. En particulier, ils ont utilisé des instruments pour les deux facteurs endogènes (institutions et intégration) qui leur ont permis de saisir les variations des déterminants qui sont exogènes.

Leur analyse de régression a donné des résultats précis et remarquables présentés dans les graphiques ci-dessous.



La relation de causalité des institutions à la croissance est significative et positive, et un pays pauvre qui réussit à modifier les « règles du jeu » en renforçant les droits de propriété des investisseurs a toutes les chances de jouir d'une capacité de production améliorée.

<sup>3</sup> Rodrik, D. and A. Subramanian (2003), « The primacy of institutions », Finance & Development, Volume 40, Numéro 2, Juin

## IV. REGLES EMPIRIQUES GENERALES CONCERNANT LE ROLE DES INSTITUTIONS, SUR LA BASE DE CAS PRATIQUES

---

### A. *Intérêt et limites de l'approche par les cas pratiques*

---

#### 1. **UNE APPROCHE BOTTOM UP**

##### *Des lacunes importantes demeurent dans la recherche économique existante*

Malgré une littérature relativement abondante, les résultats de la recherche comparative ou des études pays restent très incomplets. De nombreuses questions importantes restent sans réponse satisfaisante, telles que:

- Comment la Chine a t'elle pu croître sans droits de propriété bien établis?
- Comment l'Ile Maurice et le Botswana ont-ils pu éviter les problèmes des autres pays de l'Afrique sub-saharienne ?
- Pourquoi le Brésil, le Mexique et le Venezuela ont-ils autant prospéré jusqu'au début des années 80 et si peu par la suite ?
- Comment l'Indonésie a t'elle pu croître pendant 30 ans malgré de faibles institutions ?
- Et pourquoi l'Indonésie a t'elle autant souffert après la crise asiatique de 1997 ?
- Pourquoi les Philippines ou la Bolivie continuent à stagner malgré des « fondamentaux » améliorés depuis les années 80?

Les études pays relatées dans l'ouvrage et les conclusions qu'en retire Rodrik, apportent des éléments de réponse à ces questions.

***Rodrik poursuit une approche « bottom-up » pour dégager quelques règles générales, concernant les institutions et la croissance, à partir de cas pays étudiés.***

Rodrik reste dans la tradition des économistes du développement qui partent de cas pratiques afin de dériver des leçons globales, comme:

- Albert Hirschman : The Strategy of Economic Development (1958)
- Walt Rostow : The Stages of Economic Growth (1965), et
- William Easterly : The Elusive Quest for Growth (2001)

Les expériences de croissance sont toutes très différentes et dépendent des conditions pays. Il n'existe donc pas de mise en oeuvre miracle applicable à tous les pays, permettant d'accéder à la croissance. Pour Rodrik, il est nécessaire d'adopter des solutions locales qui prennent en compte la structure existante de l'organisation sociale, c'est à dire les institutions formelles ou informelles.

***Les principes de base peuvent s'appliquer, mais les stratégies de croissance doivent être spécifiques aux pays***

Afin de converger vers les niveaux de vie des pays riches, les pays en voie de développement doivent mettre en oeuvre des politiques politiques économiques et mettre en place des dispositifs institutionnels qui soient spécifiques à leur contexte.

Un équilibre est donc nécessaire entre les principes fondamentaux (notamment la protection des droits de propriété et la garantie de l'exécution des contrats c'est-à-dire, les institutions nécessaires au fonctionnement des marchés), et la prise en compte des spécificités pays. Ceci a par ailleurs être nommé par certains le « Consensus de Columbia » (étant donné que les économistes Rodrik, Sachs, Stiglitz, Bhagwati sont tous, ou ont été, Professeurs à l'université de Columbia), rejetant le dogmatisme du consensus de Washington quant aux meilleurs moyens d'instiguer la croissance.

## **2. DES LIMITES QUI VIENNENT DE L'UTILISATION DE PROXYS DE LA QUALITÉ DES INSTITUTIONS**

Comme le souligne l'économiste de Harvard Edward Glaeser, dans l'ouvrage "Do institutions cause growth?", le problème avec les théories qui soulignent l'importance des réformes institutionnelles, est qu'il est extrêmement difficile de trouver une mesure quantitative de la qualité institutionnelle qui puisse être insérée dans un modèle statistique expliquant la croissance économique. Comme il est fréquemment le cas pour la mesure d'éléments incommensurables, l'étude causale et comparative est difficile à réaliser ; pour la mesure de qualité d'institutions c'est particulièrement vrai en raison de la non-standardisation des valeurs d'excellence.

Les mesures fréquemment utilisées telles que le "risque d'expropriation" ou "efficacité gouvernementale", - et qui sont fondées sur des enquêtes auprès des investisseurs - ont tendance à refléter les politiques gouvernementales et non des caractéristiques institutionnelles durables. Par exemple, en Corée du Sud avant 1980, la dictature en place a décidé de respecter les droits de propriété, mais sans pour autant les fixer de manière permanente dans les règles.

## **3. DES LIMITES PROPRES AUX CAS PRATIQUES**

Les études de cas pays étant effectuées à posteriori, il existe un danger d'en déduire trop de vérités. Par exemple, on ne peut faire l'hypothèse que la forme des institutions est due à leur fonction. Il arrive souvent que la forme soit le résultat non programmé de forces historiques.

La plupart des études traitant de l'impact des institutions manquent aussi de perspective quant à la manière de provoquer le changement institutionnel. Ceci est vrai tout particulièrement des études qui trouvent un impact négatif de l'institution analysée. Alors que la question est traitée de savoir pourquoi un système inefficace est maintenu, ces analyses traitent rarement de la manière de surmonter cette situation.

Il est important de ne pas attribuer les résultats positifs de certaines réformes seulement à leur « anomalie ». Une grande part du succès de l'Asie du Sud-Est est aussi due à des éléments standards – prudence fiscale, investissement en capital humain, promotion des exportations ... Lorsque ces « anomalies » institutionnelles Est-Asiatiques ont été reproduites ailleurs, elles ont souvent produit des résultats pervers.

---

### ***B. Les enseignements tirés de l'ouvrage dirigé par Rodrik***

---

Les pays ci-dessous ont fait l'objet d'analyses détaillées par des économistes de la croissance endogène relatées dans l'ouvrage de Rodrik:

<u>Auteurs</u>	<u>Pays</u>
Ian McLean & Alan Taylor	Australie
Gregory Clark & Susan Wilcott	Inde 1873-2000
Acemoglu, Johnson, Robinson	Botswana
Lant Pritchett	Vietnam, Philippines
Jonathan Temple	Indonésie après 1966
Bradford DeLong	Inde depuis l'indépendance
Arvind Subramanian & Devesh Roy	Ile Maurice
Ricardo Haussman	Venezuela
Georges de Menil	Pologne et Roumanie
Yingyi Qian	Chine
Kaufmann, Mastruzzi & Zavaleta	Bolivie
Careaga & Weingast	Mexique
William Easterly	Pakistan

Rodrik retire des analyses de ces 14 pays, 5 enseignements qui sont explicités ci-dessous et qui concernent le rôle des institutions :

1. La qualité des institutions est fondamentale
2. L'intégration commerciale et géographie sont peu déterminantes, en comparaison aux institutions
3. De bonnes institutions s'acquièrent, mais peuvent prendre des formes hétérodoxes
4. Initier la croissance et maintenir la croissance sont deux choses différentes
5. Le rôle des gouvernements des pays est central

A ces conclusions, on peut ajouter un 6<sup>ème</sup> enseignement issue de l'OCDE qui souligne l'importance de voir les institutions formelles et informelles comme étant complémentaires.

## **1. ENSEIGNEMENT 1 : LA QUALITÉ DES INSTITUTIONS EST FONDAMENTALE**

Les institutions de bonne qualité :

- protègent les droits de propriété
- gèrent les conflits
- maintiennent la loi et l'ordre
- alignent les incitations économiques avec les coûts et bénéfices sociaux
- sont les clés de voûte d'une croissance à long terme

Cela a été le cas des pays en forte croissance comme la Chine ou l'Ile Maurice.

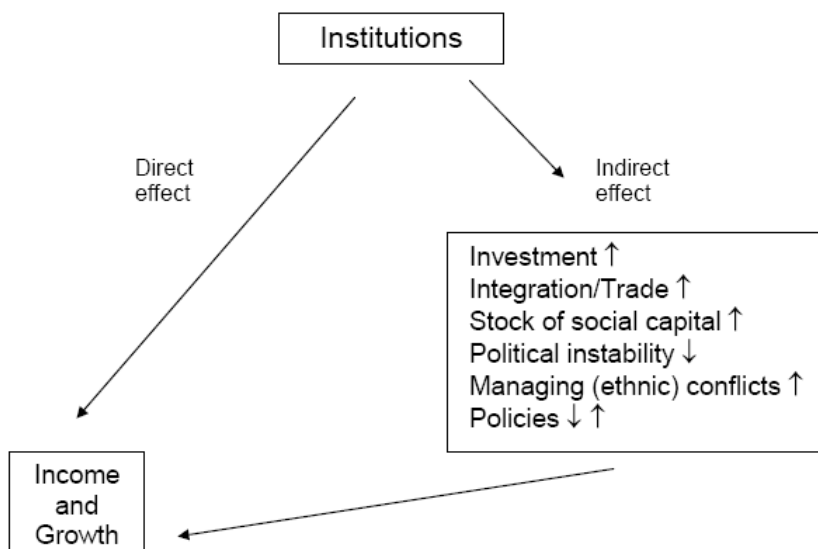
Dans le cas du Botswana qui a connu une croissance annuelle moyenne très élevée (7,7% de 1965 à 1998), les causes principales suivantes ont été identifiées:

- un respect du droit et maintien de l'ordre,
- une gestion efficace des revenus issus des diamants,
- une bureaucratie efficace,
- des investissements publics importants en éducation, santé et infrastructure.

A contrario, les pays qui ne se sont pas dotés de bonnes institutions publiques, ont eu des difficultés à maintenir la croissance. Et si la croissance a lieu, elle est fragmentée (comme en Indonésie après 1997) ou incapable d'améliorer les indicateurs sociaux (comme au Pakistan).

Ces cas montrent que les institutions publiques sont très importantes pour la croissance. Le cas de l'Inde montre que les dispositifs sociaux sont également importants (relations employeurs/salariés).

Figure 2. How Institutions Affect Growth



Source : Jutting, J., OECD, 2003

## **2. ENSEIGNEMENT 2: INTÉGRATION COMMERCIALE ET GÉOGRAPHIE NE SONT PAS DÉTERMINANTES**

La politique commerciale joue un rôle moindre que les institutions. Il n'y a pas de lien direct entre politique commerciale et succès économique.

Tous les pays ayant réussi bénéficient, bien sûr, de commerce et d'investissement direct étranger (IDE), mais la politique commerciale a elle-même eu peu d'impact. Par exemple en Australie, le déclin de la croissance a précédé les mesures protectionnistes du début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Une géographie défavorable n'est pas, non plus, incompatible avec le succès économique, comme le montrent les exemples de l'Ile Maurice avec son climat tropical ou du Botswana qui n'a pas d'accès maritime. De bonnes institutions peuvent compenser des conditions géographiques peu avantageuses.

Ceci ne veut pas dire que la géographie n'a pas un rôle important indirect sur la croissance. En particulier, quand la formation des institutions est endogénéisée, les déterminants géographiques ont un rôle important. Par exemple, Engerman et Sokoloff (1994) ont lié les développements institutionnels différents dans l'Amérique du Nord et du Sud à des différences en ressources naturelles : l'agriculture de grandes plantations (par rapport aux petites propriétés agricoles) favorise l'émergence d'inégalités et d'institutions autocratiques. Sala-i-Martin et Subramanian (2003) ont prouvé que l'abondance en ressources naturelles influait systématiquement de manière négative la qualité des institutions.

## **3. ENSEIGNEMENT 3: DE BONNES INSTITUTIONS S'ACQUIÈRENT, MAIS PEUVENT PRENDRE DES FORMES HÉTÉRODOXES**

De bonnes institutions peuvent s'acquérir, mais cela requiert souvent de l'expérimentation, une volonté à ne pas être orthodoxe.

La **fonction** des bonnes institutions est unique et consiste à garantir les principes économiques de premier rang (protection des droits de propriété, respect des contrats, marché concurrentiel, incitations adéquates, stabilité macroéconomique, etc.), mais ne se traduit pas en une **forme** d'institutions/de réformes unique.

Les réformateurs peuvent donc "packager"/intégrer ces principes de 1er rang de manière créative au sein d'institutions élaborées en fonction des opportunités et contraintes locales et en relative continuité avec les structures existantes.

### ***Un exemple de bonnes institutions aux formes hétérodoxes: la Chine***

La Chine a mis en œuvre des dispositifs institutionnels de transition qui sont très différents des dispositifs idéaux « prêt-à-porter »

Bien que ces dispositifs soient hétérodoxes, ils ont produit des résultats orthodoxes (incitations de marché, stabilité macroéconomique, protection des droits de propriété, ...)

Ces dispositifs étaient plus adaptés aux réalités du terrain, dans leur aspect efficacité économique et faisabilité politique : imparfaits mais faisables

La réforme dual-track a permis une libéralisation des prix à la marge tandis que le « plan track » existant restait en place, créant ainsi de nouvelles opportunités de profit mais sans perturber la structure existante

La création de TVE's (Township and Village Enterprises) a accordé des droits propriété aux communautés locales (à mi-chemin entre propriété privée et publique) a été le moteur de la croissance chinoise jusqu'au milieu des années 90

Un fédéralisme à la chinoise en laissant aux régions une autonomie importante a créé de la compétition et donc une émulation entre régions

Enfin, l'introduction de financements bancaires anonymes a permis le développement financier, en restreignant la capacité de l'Etat à exproprier des dépositaires importants

Toutes ces mesures ont amélioré les incitations économiques sans pour autant nécessiter une redistribution importante des revenus, ni des réformes institutionnelles importantes et risquées, ou une consommation trop importante de capital politique pour le parti communiste chinois.

#### **4. ENSEIGNEMENT 4: INITIER LA CROISSANCE ET MAINTENIR LA CROISSANCE SONT DEUX CHOSES DIFFÉRENTES**

Il est possible **d'initier** la croissance avec des réformes potentiellement mineures (et souvent, non conventionnelles !) qui stimulent l'investissement et l'entrepreneuriat.

Mais **maintenir** la croissance est souvent plus difficile, car cela nécessite une construction sur le long terme d'une base institutionnelle saine afin de pouvoir maintenir la dynamique de production, assurer la capacité de résilience aux chocs et faciliter une répartition des charges socialement acceptable en cas de chocs.

L'adaptation des institutions est assez lente par rapport à l'évolution des facteurs conjoncturels, et difficile à mettre en œuvre: il est donc important de ne pas négliger l'adaptation pendant la phase de « décollage/croissance » quand les facteurs conjoncturels sont favorables, pour assurer le long terme. Par exemple, l'échec des Philippines à soutenir une croissance à long terme est attribué à l'absence de réformes institutionnelles, pendant leur période de forte croissance.

Les politiques de croissance varient selon le stade de développement du pays (voir les apports de Lant Pritchett en annexe 2):

- Pays à économie mature, tel que l'Allemagne
- Pays en pleine croissance et rapide industrialisation et qui ne veut pas ralentir, tel que le Chili, la Corée ou Taïwan
- Pays semi-industrialisé ayant connu une croissance importante et voulant initier une nouvelle phase de croissance rapide, tel que le Brésil, le Mexique ou les Philippines
- Pays venant de décoller et à taux de croissance très rapide, à partir d'un niveau très bas de revenu/habitant, tel que le Vietnam ou l'Inde
- Pays cherchant à décoller tel que la Tanzanie, Haïti ou Myanمار

*Afin d'initier un décollage économique et une croissance court terme*, des réformes profondes et extensives ne sont pas nécessaires. D'ailleurs, la plupart des cas d'accélération de croissance ne sont pas précédées ou accompagnées de changements importants de politique économique, d'institutions, de circonstances politiques, ou de conditions extérieures<sup>4</sup>. Il est donc plus efficace de se focaliser sur les goulots d'étranglement du pays et d'adopter des solutions locales adaptées au pays, souvent avec des éléments hétérogènes car les lacunes institutionnelles et de gouvernance varient (comme en Chine ou en Inde) et en maximisant les bénéfices économiques tout en minimisant les coûts politiques (comme en Chine ou au Vietnam). Il est aussi important d'inciter les fonctionnaires à maximiser la fourniture de biens publics au moindre coût de corruption et de recherche de rente ("rent seeking") comme dans le cas du Mexique.

La politique commerciale elle-même n'est pas déterminante, pour susciter le décollage économique ni la géographie, comme le montrent les cas du Botswana et de l'Australie.

Une évolution du cadre institutionnel est par contre nécessaire afin de *soutenir la croissance dans le long terme*. La croissance long terme dépend de la création ou des ajustements des institutions d'état (gouvernance endogène), avec pour but de<sup>5</sup>:

---

<sup>4</sup> Haussman et al, 2004, p 21

<sup>5</sup> Rodrik et al., 2002

- réglementer les marchés : c'est-à-dire de gérer les effets externes, les économies d'échelle et les informations imparfaites (par exemple les institutions de réglementation des télécommunications ou des services financiers).
  - stabiliser les marchés : c'est-à-dire de réduire l'instabilité macroéconomique, gérer l'inflation, et éviter les crises financières (par exemple les banques centrales, les régimes de change et les règles budgétaires).
  - légitimer les marchés, avec des systèmes de protection et d'assurance sociales, d'organisation de la redistribution et de gestion des conflits (par exemple, les systèmes de retraite ou d'assurance chômage)
- Une telle évolution qui entraîne une période incertaine pendant laquelle les règles du jeu ne sont pas très claires. Il est donc important d'accompagner ces évolutions institutionnelle d'une bonne gestion et communication, comme le montrent le cas du Venezuela et des Philippines.

Il est important d'initier ces évolutions institutionnelles dès la phase de croissance rapide initiale, comme le montrent les cas de la Corée du Sud, Taïwan, la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

### **DECOLLAGE CROISSANCE : CT** **Dyn<sup>que</sup> de sortie de trappe à pauvreté**

### **CROISSANCE SOUTENUE : LT** **Pays semi-industrialisés**



#### **INSTITUTIONS :**

-Réformes profondes et extensives NON NECESSAIRES => se focaliser sur les **GOULOTS D'ETRANGLEMENT** du pays

-**SOLUTIONS LOCALES** : adaptées aux conditions pays, svt éléments hétérogènes (CHI, IND) car les lacunes institutionnelles et de gouvernance varient. Maximiser bénéfices écoq en minimisant les coûts politiques (CHI, VIE)

-**INCITER** fonctionnaires à maximiser fourniture de biens publics au moindre coût de corruption et rent-seeking (MEX)

#### **COMMERCE/EDI :**

La pol<sup>q</sup> com<sup>ale</sup> n'est PAS déterminante (surtout // instit<sup>os</sup>)

#### **GEOGRAPHIE :**

N'est pas fatale : BOT, AUS

Pb dans la transition d'1 cadre institutionnel à 1 autre = **REGLES DU JEU** non claires : VEN, PHI => incertitude nécessite bonne **gestion**

ACCOMPAGNER la phase de croissance rapide de réformes institutionnelles : SKO, TAI, CHI, IND ≠ IND<sup>SIE</sup>

Croissance LT dépend de :  
- Institutions d'Etat (gouvernance endogène)  
- Organisation/dévt sociaux : IND diffusion technq sans adoption pr ↗ productivité

## **5. ENSEIGNEMENT 5: LES GOUVERNEMENTS DES PAYS ONT UN RÔLE CENTRAL**

Les cas pratiques montrent tous le rôle central des gouvernements, par opposition aux organisations internationales, dans les expériences de croissance, parce que ceux-ci ont un impact direct sur:

- La gestion interne des fragmentations sociales, notamment en protégeant les minorités.
- La gestion de la sécurité et du respect du droit.
- La gestion des infrastructures qui sont à même de:
  - o faciliter la production. Deux exemples dont les politiques d'investissement en technologie suivies en Thaïlande et en Inde
  - o et réduire les coûts de transaction, notamment en construisant des routes comme au Botswana ou au Vietnam.
- La gestion de la politique commerciale. Dans le cas du Botswana, il s'est agi de renégocier le contrat d'exportation de diamants.
- Gestion de la transition institutionnelles nécessaire au soutien de la croissance dans le moyen/long terme
- Les négociations avec les organisations internationales.

## **6. CONCLUSION 6: LES INSTITUTIONS FORMELLES ET INFORMELLES SONT COMPLÉMENTAIRES MAIS ONT DES HORIZONS TEMPORELS D'ÉVOLUTION VARIABLES (SOURCE : OCDE)**

Il reste à traiter la question de ce qui fait qu'un dispositif institutionnel fonctionne dans un pays mais pas dans un autre et de comment surmonter les blocages institutionnels existants. En particulier, comment peut-on combiner des règles et des normes de comportement et des lois ancestrales avec un dispositif institutionnel plus moderne et formel. Bien que le rôle des institutions sociales indigènes soit d'une importance capitale pour le développement, il ne fait l'objet que d'un intérêt marginal.

Une idée généralement acceptée est que les institutions formelles et informelles doivent être considérées comme étant complémentaires.

Une étude de cas concernant le Nigeria, a fait la démonstration que l'introduction de droits de propriété foncière formels, sans tenir compte les systèmes informels d'attribution de droits, peut avoir des conséquences négatives. La conclusion de cette étude est que les décideurs doivent utiliser les institutions informelles comme un élément dans l'élaboration de règles formelles.

Il est clair que, dans un contexte d'environnement en mutation et de pressions d'origine externe sur les ressources, des institutions formelles peuvent favoriser le respect des droits de propriété.

Une approche prometteuse est donc de combiner la flexibilité et les caractéristiques de faible coût des dispositifs informels avec la capacité d'une autorité externe formelle, comme l'état, à faire respecter le droit.

### *Niveaux d'institutions et horizons temporels*



**Table 1. A Hierarchy Based Classification Scheme for Institutions**

Level	Examples	Frequency of change	Effect
Institutions related to the social structure of the society (level 1)	Mainly informal institutions such as traditions, social norms, customs. Exogenous	Very long horizon (10 <sup>2</sup> and 10 <sup>3</sup> years) but may change also in times of shock/crisis.	Defines the way a society conducts itself.
Institutions related to rules of the game (level 2)	Mainly formal rules defining property rights and the judiciary system. Exogenous or endogenous	Long horizon (10 to 100 years).	Defines the overall institutional environment.
Institutions related to the play of the game (level 3)	Rules defining the governance private structure of a country and contractual relationships, e.g. business contracts, ordering. Endogenous	Mid-term horizon (1 to 10 years).	Leads to the building of organisations.
Institutions related to allocation mechanisms (level 4)	Rules related to resource allocation, e.g. capital flow controls; trade flow regimes; social security systems. Endogenous	Short term horizon and continuous.	Adjustment to prices and outputs, incentive alignments.

Source: Author's presentation based on Williamson (2000).

*Source: Jutting, J., OECD Development Center*

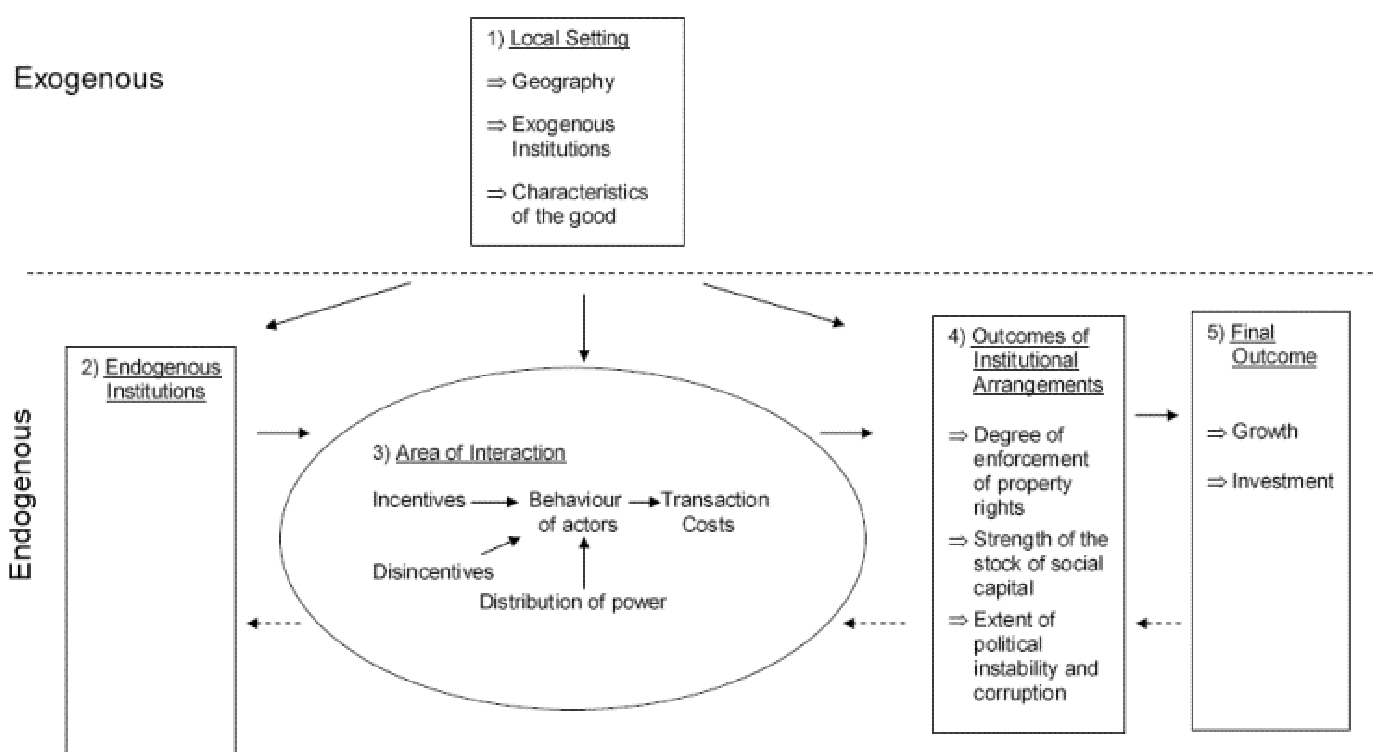
Les analyses de l'impact des institutions sur le niveau de développement doivent tenir compte:

- des différences entre les institutions exogènes et endogènes,
- de la configuration locale,
- des perspective des acteurs économiques
- de l'existence de différents niveaux d'institutions avec des horizons temporels de changement variables.

Si l'on peut agir sur les institutions endogènes à relativement court terme, changer des institutions exogènes telles les règles informelles, les normes sociales et les coutumes peut-être un processus beaucoup plus long, voire impossible.

**Cadre pour analyser l'impact des institutions sur les PVDs : la mise en correspondance des institutions formelles et informelles dans le processus de développement.**

Figure 3: A Framework for Analysing the Impact of Institutions on Development Outcomes



33

Source OCDE DEV

Le besoin en institutions formelles augmente avec la complexité des transactions de l'économie, qui ne peuvent que difficilement être gérées avec des dispositifs informels.

Ceci ne signifie pas, cependant, que les institutions informelles deviennent inutiles ou perdent de l'importance. Au contraire, il est important que tout changement dans l'environnement institutionnel tienne compte de, ou même de préférence, intègre, les institutions locales existantes. Ceci permet de limiter le risque du développement en parallèle de systèmes formels et informels, généralement inefficace et coûteux.

Une étude récente par Lohlein et al. (2003)<sup>6</sup> des changements institutionnels dans le processus de transformation de la Russie rurale est tout à fait éclairante à ce sujet.

<sup>6</sup> Lohlein, D., J. Jütting And P. Wehrheim (2003), "Rural Russia in Transition: What Determines Access to Health-Care Services?", *Post-Soviet Affairs*, Vol. 19, No. 1.

Des institutions informelles fortes, telles que certaines normes et coutumes sociales, entraînent des formes d'entraide qui sont une alternative quand des systèmes d'assurance sociale n'existent pas. Cependant, dans l'exemple de la Russie rurale, les personnels de santé ne pouvaient pas introduire des changements dans le dispositif informel (c'est à dire commencer à faire payer les services de santé), sous peine de stigmatisation sociale et d'exclusion des réseaux sociaux.

L'existence de ces dispositifs institutionnels informels a ici des effets positifs et négatifs. D'un côté, ils garantissent un accès minimal pour tous aux services de santé, indépendamment de leurs revenus, mais, d'un autre côté, cela rend plus difficile toute initiative de modernisation et d'amélioration de la qualité du système de santé, car cela sanctionne l'introduction de nouvelles formes de partage de risque, fondées sur les principes de l'assurance. Ceci amène à une situation dans laquelle, en cas de maladie grave, les gens doivent aller dans un autre hôpital mieux équipé, mais où ils doivent payer.

Les auteurs retirent de cette analyse que le défi pour les décideurs sera d'introduire un système formel d'assurance qui à la fois sert les populations rurales et est compatible avec les institutions informelles qui fournissent une assurance sociale.

Jones et al. (2000)<sup>7</sup> arrivent à une conclusion assez semblable, dans leur étude des liens entre les intermédiaires formels et informels au Ghana. Bien que les institutions financières informelles jouent un rôle important en donnant à la population rurale un accès au crédit et à l'épargne, leurs moyens sont limités. En liant ces dispositifs informels à des intermédiaires formels, ces derniers peuvent augmenter de manière substantielle le volume des petits prêts à l'intention de la population rurale, d'une manière qui lui soit accessible, rentable et avec un taux de recouvrement élevé.

## V. APPROFONDISSEMENT D'UN CAS PRATIQUE: LE BOTSWANA

Source : « BOTSWANA, An African Success Story »  
Acemoglu, Johnson, Robinson "AJR"

---

### A. *Le Botswana : un pays à la croissance solide et forte*

---

Bien qu'appartenant à l'Afrique sub-saharienne (SSA), qui a été en décroissance depuis 1965 jusqu'au début de la décennie<sup>8</sup>, le Botswana affiche non seulement la meilleure performance en SSA mais aussi au monde : +7,7%/an sur 33 ans (de 1965 à 1998).

Alors que les observateurs ont généralement une vision pessimiste de l'Afrique sub-saharienne<sup>9</sup>, ils attribuent généralement les excellentes performances du Botswana, aux causes suivantes:

1. Institutions tribales efficaces pendant l'ère pré-coloniale et peu impactées par la colonisation britannique
2. Intérêts ruraux non délaissés, au moment de l'indépendance (car une grande partie du pouvoir était rural)
3. Bonnes politiques suivies par les leaders (Seretse Khama et Quett Masire).

---

### B. *Un succès dû à de « bonnes politiques »*

---

Il existe un consensus sur le fait que le succès du Botswana est dû à de bonnes politiques, avec:

- Un système de droit protégeant la propriété privée et le respect des contrats
- Des secteurs public et privé peu prédateurs

---

<sup>7</sup> Jones, H. O. Sakyi-Dawson, N. Harford And A. Sey (2000), "Linking Formal and Informal Intermediaries in Ghana: Conditions for Success and Implications for RNR Development", *Natural Resource Perspectives*, No. 61, Overseas Development Institute, London.

<sup>8</sup> Toutefois, depuis le début de la décennie, les pays d'Afrique subsaharienne sont de plus en plus nombreux à renouer avec le progrès économique. Ils ont également été de plus en plus nombreux à se doter de formes de gouvernement plus ouvertes et participatives.

<sup>9</sup> Barrio, 1991: variable Afrique « AFR » négative; Easterly and Levine : the African Growth Tragedy

- Une bonne gestion des ressources naturelles en diamants, qui n'ont pas entraîné d'instabilité politique ou des conflits, contrairement à la plupart des autres pays SSA bénéficiant de ressource analogues: l'Angola, le Congo/Zaïre, le Sierra Leone et le Niger.
- Les structures de service public laissées par la Grande Bretagne ont été renforcées dans leur efficacité, avec un système de promotion au mérite et relativement peu de corruption
- Les pouvoirs publics sont soumis à des contraintes budgétaires
- Des investissements importants ont été réalisés en infrastructures, éducation et santé.

Il est à noter que malgré ce succès économique, certains problèmes sociaux demeurent, tels que:

- une propagation du fléau du SIDA, qui touche plus du quart de la population
- des inégalités très importantes (Gini de 0,54 pour 93-94)
- un chômage élevé parmi les populations migrantes
- une « démocratie » quelque peu douteuse.

---

***C. La cause la plus probable des « bonnes politiques » est la qualité des institutions politiques et économiques.***

---

Par institutions de qualité, les auteurs entendent que ces institutions permettent à un segment important de la population d'exercer des droits de propriété, et ainsi d'investir dans l'activité économique, à la différence des institutions d'extraction, où la majorité de la population est sujette au risque d'expropriation par le gouvernement, l'élite dirigeante ou d'autres agents.

La pérennité de ces droits de propriété a nécessité par ailleurs la stabilité politique et des contraintes effectives sur les décideurs et les élites politiques afin de limiter tout comportement arbitraire ou extractif éventuel.

Par ailleurs, les études multi-pays concernant la protection contre le risque d'expropriation : 85-95 ( « Political and Risk Services » Acemoglu, Johnson & Robinson - ci-après "AJR"), 2001 et, les contraintes sur dirigeants (série de données « Gurr Polity IV »), ont montré que ces deux ingrédients-clé de la protection de la propriété privée sont fortement corrélés aux performances économiques (voir Annexe 3).

Mais cette corrélation reste difficile à interpréter quant aux relations de causalité car ces paramètres sont endogènes.

Afin d'obtenir une source de variation exogène, AJR ont décidé de mesurer la qualité des institutions par le taux de mortalité des colons européens. Le raisonnement étant que le choix de localisation des colons dépendait de leur mortalité: si leur mortalité était élevée, ils avaient tendance à mettre en place des institutions « extractives », lesquelles ont généralement survécu jusqu'à aujourd'hui.

AJR ont ainsi établi le rôle important des institutions sur le revenu/habitant dans les anciennes colonies.

Il est utile de remarquer que les estimations de AJR montrent aussi que des changements institutionnels peuvent clore jusqu'à 75% du fossé de revenu entre les pays aux meilleures institutions et ceux avec les pires institutions. De plus, une fois retirée l'influence des institutions, les pays africains n'ont pas des revenus plus faibles: ainsi les institutions seraient à même d'expliquer pourquoi la plupart des pays africains sont si pauvres par rapport au reste du monde.

Etant donné que, dans le cas du Botswana, de telles données sur la mortalité des colons n'existent pas, les auteurs ont cherché une autre variable exogène. Ils ont choisi la densité de population en faisant le raisonnement suivant: une densité de population élevée rendait profitable pour les colons la mise en place d'activités extractives (stock travail élevé pour travail dans les mines, plantations, ou taxes importantes et moins de colonisation). Cette présence d'activités extractives entraînant à son tour une protection moindre des droits de la propriété privée.

AJR ont, de cette manière, pu confirmer que la forte corrélation entre institutions et performance économique observée dans les anciennes colonies, s'appliquait également au cas du Botswana.

Des déterminants potentiels autres que les institutions ont été identifiés :

- la géographie (Bloom et Sachs 1998)
- la fragmentation ethno-linguistique (Easterly & Levine 1997) explique la variable « dummy » muette AFR: Easterly et Levine ont testé la fragmentation ethno-linguistique, qui explique une grande partie de la différence entre la croissance de l'Afrique et les modèles de croissance

Les chercheurs sont allés plus loin et ont recherché les caractéristiques spécifiques qui ont suscité la création de bonnes institutions au Botswana. Les caractéristiques suivantes ont été identifiées:

1. La richesse en matières premières (diamants), avec des revenus redistribués dans l'ensemble de l'économie;
2. Les institutions pré-coloniales (des Tswanas) qui permettaient à tous les habitants de participer aux décisions du village, de faire des suggestions ou des critiques au chef , et qui ont survécu grâce à un impact limité de la colonisation anglaise. Ces institutions ont facilité la participation dans le processus politique et l'imposition de contraintes sur les leaders;
3. L'exploitation de l'avantage comparatif du Botswana – le bétail, rural – qui a bénéficié directement à l'élite politique (qui sont les chefs tribaux traditionnels et les propriétaires ruraux de bétail);
4. Le premier leader politique du parti au pouvoir, Seretse Khama, qui a bénéficié d'une grande légitimité, étant le chef héréditaire de la tribu la plus importante;
5. La stabilité politique.

## VI. CONCLUSION

La plupart des travaux économiques font état d'une forte corrélation positive entre la qualité et les performances des institutions, et les résultats en matière de développement.

Mais le lien de causalité n'est pas toujours clairement établi. Certaines lacunes ont été identifiées sur les manières dont les institutions influencent le processus de développement. Les institutions ne sont pas seules en cause mais s'insèrent dans une configuration locale influencée par les évolutions historiques et culturelles.

Les analyses de l'impact des institutions sur le niveau de développement doivent tenir compte des différences entre les institutions exogènes et endogènes, la configuration locale, la perspective des acteurs économiques et l'existence de différents niveaux d'institutions avec des horizons temporels de changement variables.

Ce dernier point est particulièrement important pour les décideurs dont l'objectif est de réformer le cadre des institutions dans leur pays. En effet, l'on peut agir sur les institutions endogènes à relativement court terme. L'astuce est de savoir identifier le goulot d'étranglement de la croissance économique au moment pertinent. Bien entendu, il est beaucoup plus facile de déterminer ces éléments ex-post qu'ex-ante. Ainsi, un axe de développement pourrait être la recherche de cadres d'analyse ou « diagnostics de croissance », pour identifier les domaines avec le plus grand « retour sur investissement en réforme », pour initier la croissance.

Par la suite, changer des institutions exogènes telles les règles informelles, les normes sociales et les coutumes peut être un processus beaucoup plus long, et il est important que les réformes des politiques visant à maintenir la croissance dans le long terme soient cohérentes avec les structures sociales existantes. Ainsi, des travaux visant à améliorer le lien entre les structures sociales locales existantes et les cadres institutionnels formels, tels que les structures de gouvernance, ouvriraient aussi des perspectives pertinentes pour la mise en oeuvre des politiques de développement.

Par ailleurs, une meilleure compréhension du rôle des institutions dans la performance économique devrait amener les institutions de financement telles que le FMI et la Banque Mondiale à revoir la manière dont elles assortissent leurs prêts de conditions. Ces conditions ne devraient plus seulement concerner les politiques suivies dans les domaines budgétaire, monétaire, structurel et de change, mais également les réformes institutionnelles, et aussi tenir compte du fait que des ajustements institutionnels majeurs ne peuvent se faire à un horizon de 3 ou 5 ans, ce qui est typiquement la durée des programmes actuels du FMI et de la Banque Mondiale.

De telles évolutions visant à améliorer l'efficacité de l'aide au développement commencent à apparaître depuis peu, par exemple le Fonds du millénaire des Etats-Unis (« Millennium Challenge Account ») ainsi que dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté, le défi étant, bien sûr, d'identifier les conditions institutionnelles objectives qui permettent d'assurer l'efficacité de l'aide, sachant que, comme l'ont montré les études empiriques, ces conditions dépendent du contexte pays donné. A cette difficulté s'ajoute celle – soulignée au chapitre IV – de la mesure de la qualité institutionnelle.

Ce challenge est confirmé par la déclaration récente du FMI suivante:

« Nous connaissons mal les formes institutionnelles qui fonctionneront le mieux dans un contexte donné. Par exemple, de hauts niveaux de revenus et de richesses ont été atteints dans les économies avancées correspondant à une diversité de structures institutionnelles – comprenant différentes approches légales et réglementaires et divers degrés d'implication de l'Etat dans l'économie. De même, des économies en fort développement, telles que celles de la Chine, du Botswana et de l'Ile Maurice ont réussi à atteindre des mêmes résultats dans le cadre d'arrangements institutionnels substantiellement différents »<sup>10</sup>.

---

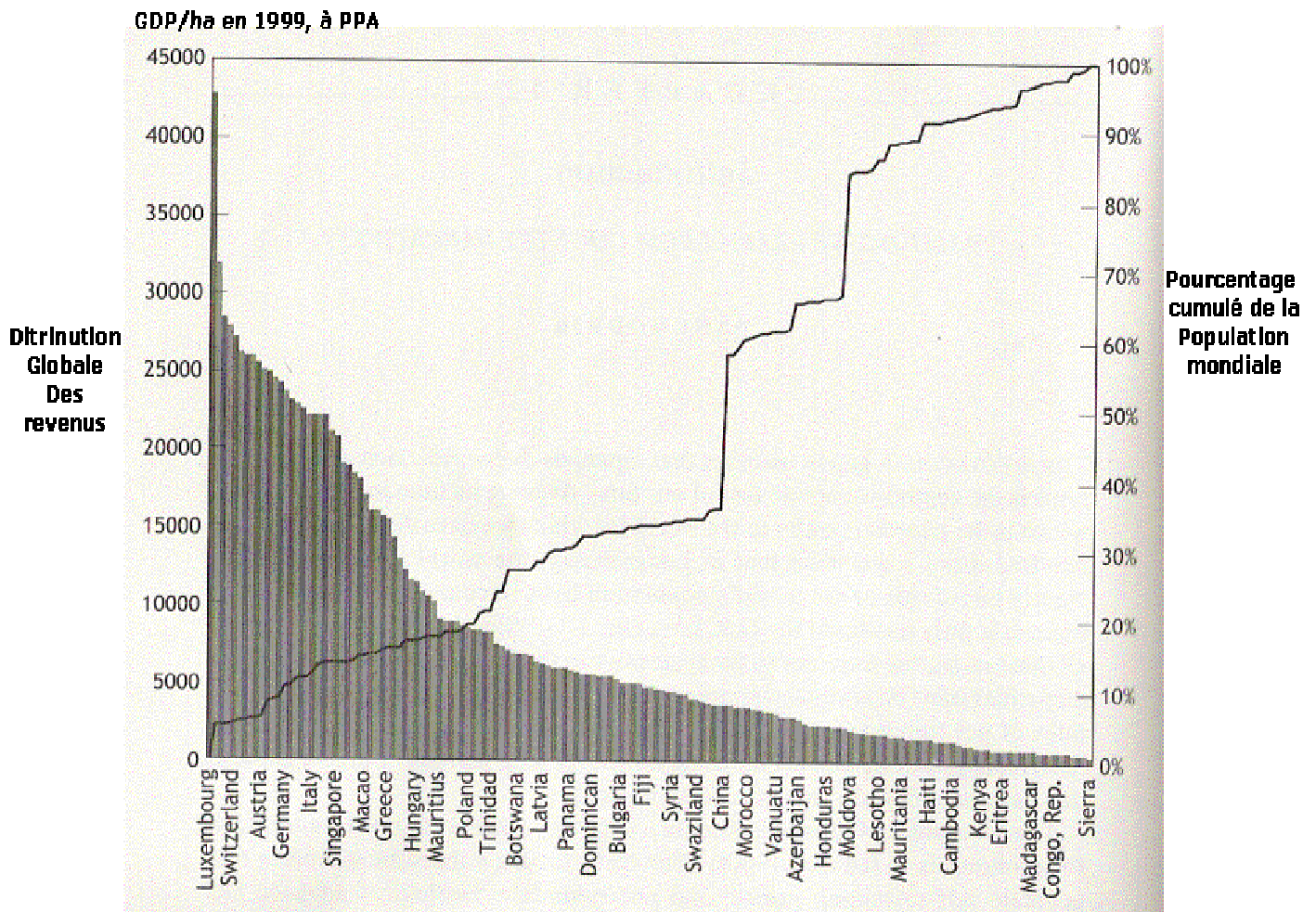
<sup>10</sup> FMI, World Economic Outlook, avril 2003, chapitre 3

## VII. BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D., S. JOHNSON, and J. ROBINSON, 2001, "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", *American Economic Review*, Vol. 91 (December), p. 1369–1401.
- BHAGWATI, J., 1998, "Poverty and Reforms: Friends or Foes?", *Journal of International Affairs*, Vol. 52 Issue 1, Fall
- DIAMOND, J., 1997, *Guns, Germs and Steel*, w York: W.W. Norton & Co
- EASTERLY, W., 2001, *The Elusive Quest for Growth: Economists' Misadventures in the Tropics*, MIT Press, Cambridge, Massachussets
- EASTERLY, W., and R. LEVINE, 2002, "Tropics, Germs, and Crops: How Endowments Influence Economic Development", Washington: Center for Global Development and Institute for International Economics, unpublished
- FRANKEL, J. and D. ROMER, 1999, "Does Trade Cause Growth?", *American Economic Review*, Vol. 89, June.
- GLAESER, E., R. LA PORTA, F. LOPEZ-DE-SILANES and A. SHLEIFER, 2003, "Do institutions cause growth?", *NBER Working Paper*, No. 10568
- HAUSMANN, R., L. PRITCHETT, AND D. RODRIK, 2004, "Growth Accelerations", *NBER Working Paper*, 10566, June
- JÜTTING J., 2003, "Institutions and Development: A Critical Review", *OECD Development Center*
- NORTH, D. C., 1990, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, New York: Cambridge University Press.
- PRITCHETT, L., 2003, "A Toy Collection, a Socialist Star, and a Democratic Dud? Growth Theory, Vietnam, and the Philippines", pp 123-151, in *In Search of Prosperity: Analytic Country Studies on Growth*, ed. by Dani Rodrik (Princeton, New Jersey: Princeton University Press)
- RAFFINOT, M., 2004, cours d'économie du développement, Ecole doctorale EDOCIF
- RODRIK, D., 1999, "Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social Conflict, and Growth Collapses," *Journal of Economic Growth*, Vol. 4, No. 4, p. 385–412.
- RODRIK, D., A. Subramanian and F. Trebbi, 2002, "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development", *NBER Working Paper*, 9305, October
- RODRIK D., 2003a, *In Search for Prosperity: Analytic Country Studies on Growth*, ed. by Dani Rodrik, Princeton, New Jersey: Princeton University Press
- RODRIK, D., 2003b, "Growth Strategies", *NBER Working Paper*, 10050, October
- SACHS, J., 2001, "Tropical Underdevelopment," NBER Working Paper 8119 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Sala-i-Martin, X. and A. Subramanian, 2003, "Addressing the Curse of Natural Resources: An Illustration from Nigeria", *NBER Working Paper* No. 9804.
- The Economist, 2004, "Development piecemeal", 5 August

## VIII. ANNEXES

### Annexe 1: Distribution globale des revenus



Source : Rodrik, 2003a

## Annexe 2 : Théories de la croissance ou la collection de jouets

Les théories de la croissance traitent d'économies en régime de croisière (« *steady state* ») et concernent les dynamiques d'équilibres comparés.

Les questions se posent différemment suivant l'horizon temporel :

1/ Qu'est-ce qui détermine la croissance à long terme de la production (qu'est-ce qui détermine l'équilibre à long terme)

2/ Qu'est-ce qui détermine les agrégats actuels à des moments spécifiques court terme ?

3/ Croissance à moyen terme : croissance entre 2 niveaux, plutôt qu'un changement du taux de croissance d'équilibre ni une déviation temporaire : c'est le processus d'ajustement dynamique d'un changement de niveau de production potentiel. Une réforme qui augmente le niveau de production potentiel, crée une période pendant laquelle l'économie doit croître plus vite pour passer d'un niveau inférieur à un niveau plus élevé de production, à taux de croissance d'équilibre donné.

### Typologie des « états » de la croissance

Etat de croissance	Caractéristiques empiriques	Exemple pays	Modèles
1/ Croissance stable à des niveaux de revenus proches de leaders	Niveaux de productivité au même niveau ou proche des niveaux du leader	EUROPE DE L'OUEST ET ZONES DE COLONISATION	Solow (et variantes) Théories de la croissance endogène de la PGF
2/ Trappe à pauvreté	Croissance proche de 0 à des niveaux de revenus proches de la subsistance	SENEGAL, CHAD, CONGO (ZAÏRE), MYANNAR, CAMBODGE, COREE DU NORD	Asiardis & Drazen (seuils d'externalités), Easterly (seuils de politique)
3/ Croissance stable non-convergente	Productivité plus élevée que la subsistance mais croissance ni rapide ni proche de 0	COLOMBIE, PAKISTAN, INDE (AVANT 1991)	Solow avec diffusion imparfaite de la connaissance technologique
4/ Croissance rapide	Croissance très rapide (>5%/tête) soutenue (>5 ans)	COREE DU S, INDONESIE (1967-97), BRESIL (1964-79), JAPON (avant WW2), VIETNAM (post 1989)	
5/ Implosion de la croissance	Croissance négative pdt >10 ans ou chute de >20% dans le revenu/tête	Pays de l'ex-URSS, GUYANE, MADAGASCAR, COTE D'IVOIRE (post 1974), VENEZUELA (post 1980)	Blanchard & Kremer
6/ Stagnation non trappe à pauvreté	Croissance proche de zéro pendant une durée importante à des niveaux de productivité significativement au dessus de la simple survie	BRESIL (post 1980), BOLIVIE (post 1986), PHILIPPINES (post 1993)	

Source : Lant Pritchett, 2002

### Annexe 3 : Cas du Botswana

#### Déterminants des institutions: tous les pays colonisés

Le coefficient de la variable DUMMY « BOTSWANA » est important et en général statistiquement significatif.  
par exemple coef 4,85 représente très grande qualité du contrôle de l'exécutif.

**TABLE 4.3**  
Determinants of Institutions

	All Former Colonies (1)	All Former Colonies (2)	All Former Colonies (3)	All Former Colonies (4)	All Former Colonies (5)	All Former Colonies (6)	All Former Colonies (7)	All Former Colonies (8)	All Former Colonies (9)	All Former Colonies (10)
	<i>Panel A: Dependent Variable Is Constraint on the Executive in 1970</i>					<i>Panel B: Dependent Variable Is Constraint on the Executive in 1990</i>				
Botswana dummy	4.85 (1.88)	5.56 (1.95)	5.66 (1.96)	5.41 (1.98)	5.57 (2.00)	4.12 (1.90)	4.43 (1.98)	5.01 (1.72)	5.30 (1.73)	5.68 (1.70)
European settlements in 1900	0.04 (0.01)	0.05 (0.01)	0.05 (0.01)	0.04 (0.02)	0.04 (0.02)	0.06 (0.01)	0.06 (0.01)	0.04 (0.01)	0.05 (0.01)	0.05 (0.01)
Log population density in 1500		0.23 (0.17)	0.22 (0.17)	0.19 (0.18)	0.21 (0.18)		0.10 (0.18)	0.05 (0.15)	0.08 (0.15)	0.13 (0.15)
Africa dummy			-0.38 (0.47)	-0.41 (0.47)	-0.57 (0.52)			-2.15 (0.41)	-2.12 (0.41)	-2.49 (0.44)
Latitude				1.70 (2.03)	2.00 (2.09)				-1.98 (1.77)	-1.17 (1.78)
Ethnolinguistic fragmentation					0.60 (0.80)					1.46 (0.68)
R <sup>2</sup>	0.24	0.26	0.27	0.27	0.28	0.36	0.37	0.53	0.54	0.56
Number of observations	82	82	82	82	82	83	83	83	83	83

	<i>Panel C: Dependent Variable Is Constraint on the Executive in First Year of Independence</i>					<i>Panel D: Dependent Variable Is Average Protection against Expropriation Risk, 1985-95</i>				
Years since independence	-0.02 (0.004)	-0.02 (0.004)	-0.03 (0.005)	-0.03 (0.005)	-0.03 (0.005)					
Botswana dummy	3.08 (2.09)	3.25 (2.19)	3.67 (2.10)	3.52 (2.13)	3.36 (2.15)	1.82 (1.26)	1.64 (1.32)	1.84 (1.33)	1.60 (1.36)	1.86 (0.14)
European settlements in 1900	0.05 (0.01)	0.05 (0.02)	0.04 (0.02)	0.04 (0.02)	0.04 (0.01)	0.03 (0.01)	0.03 (0.01)	0.03 (0.01)	0.02 (0.01)	0.02 (0.01)
Log population density in 1500		0.06 (0.20)	0.07 (0.19)	0.05 (0.19)	0.04 (0.19)		-0.06 (0.12)	-0.05 (0.12)	-0.08 (0.13)	-0.05 (0.13)
Africa dummy			-1.59 (0.55)	-1.63 (0.56)	-1.51 (0.59)			-0.40 (0.33)	-0.43 (0.33)	-0.73 (0.39)
Latitude				1.07 (2.21)	0.80 (2.25)				1.30 (1.57)	1.98 (1.61)
Ethnolinguistic fragmentation					-0.60 (0.87)					0.91 (0.61)
R <sup>2</sup>	0.26	0.26	0.33	0.33	0.34	0.31	0.31	0.32	0.33	0.35
Number of observations	83	83	83	83	83	74	74	74	74	74

Note: OLS regressions. Dependent variable is institutions, with precise measure indicated at the head of each panel (from Polity III and Political Risk Services). Independent variables are a dummy for Botswana, European population as a percentage of total population in 1900, the log of population density in 1500, a dummy for Africa, latitude (the absolute value of distance from the equator), and ethnolinguistic fragmentation. For detailed sources and descriptions see appendix table 1 in Acemoglu, Johnson, and Robinson 2000, except for population density, for which see Acemoglu, Johnson, and Robinson 2001.

**BOTSWANA: Risques d'expropriation**

Log GDP 1995 = 1.91 + 0.94 protection contre les risques d'expropriation

**Le BOTSWANA n'est pas un outlier: très proche de la ligne de régression. La succès du BOT serait dû à de bonnes institutions**

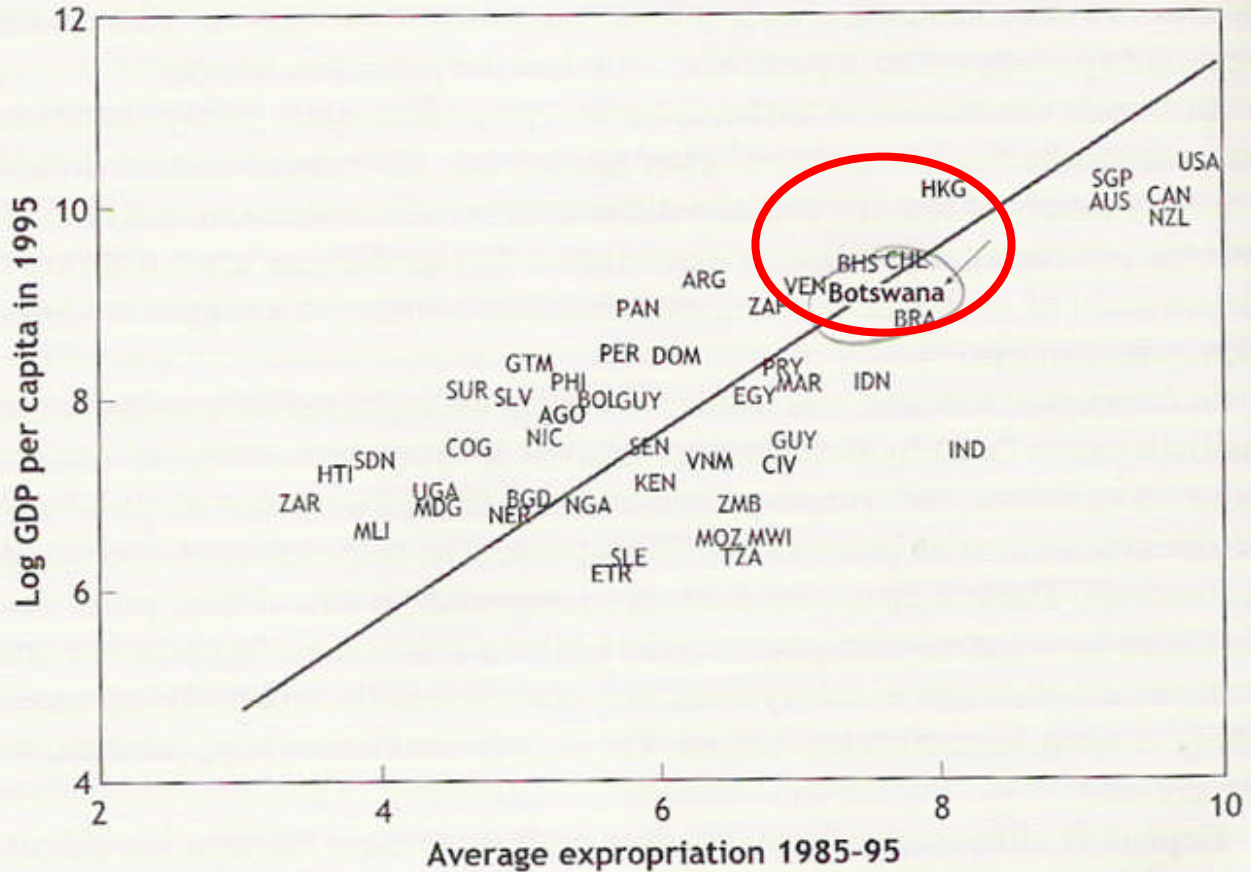


Figure 4.1. Average expropriation, 1985-95 vs. log GDP per capita in 1995 (KM: these are the two axes for the figure, which has no title.)

Note: See table 4.A1 for data.

Botswana : Contraintes sur le pouvoir exécutif

**Le BOTSWANA n'est pas un outlier: assez proche de la ligne de régression. La succès du BOT serait du à de bonnes institutions**

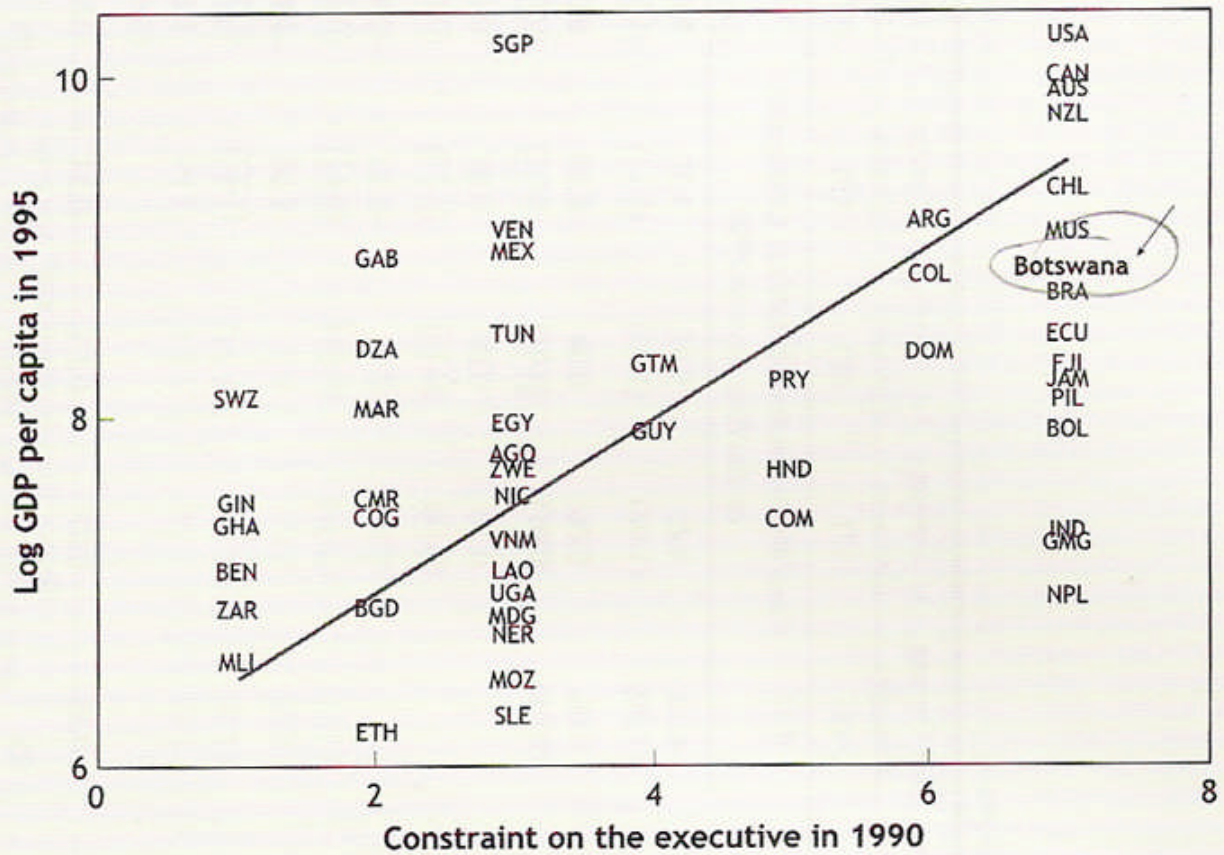


Figure 4.2. Constraint on the executive in 1990 vs. log GDP per capita in 1995. (KM: these are the two axes for the figure, which has no title.)

Note: See table 4.A1 for data.

Annexe 4: definition and measurement of institutions as the “rules of the game”

**Table 2. Cross-sectional Studies of the Impact of Institutions on Development Outcomes**

Author(s)/Year	Measures of institutions	Dependent variable	Scope of the analysis	Findings
Sachs (2003)	Institutional index measuring institutional quality (no further details given)	GDP per capita	The note aims to show that geography has a direct effect on growth without being channelled through institutions	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Malaria transmission that is strongly affected by ecological conditions directly affects the level of per capital income after controlling for the quality of institutions.</li> <li>2. The paper proposes to use a more complete model of development that go beyond simple specification test so far applied in the literature in order to better detect the complex interactions of institutions, policies and geography.</li> </ol>
Beck <i>et al.</i> (2002)	Legal origins	Financial development	Through a historical comparisons and cross-country regressions, paper discusses and empirically assesses 2 theories of why legal origins matters for financial development: the “political” the “adaptability” channels. Paper examines the mechanisms via which legal origins operates.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. The results provide relatively more evidence for the adaptability channel than for the political channel.</li> <li>2. The exogenous components of the indicators of legal system adaptability frequently explain cross-country differences in financial intermediary development, stock market development, and private property rights protection even when controlling for the political channel.</li> <li>3. The exogenous component of the political channel does not explain cross-country variation in financial development.</li> <li>4. German civil law and British common law have significantly better-developed financial intermediaries and markets and better property rights protection than French civil law countries, which is fully consistent with the adaptability channel.</li> </ol>
Dollar & Kraay (2002)	Institutional quality measured using an index of rule of law constructed by Kaufmann, Kray & Zoido-Lobaton, which uses a large number of available subjective measures of rule of law and protection of property rights and combine them into a composite indicator.	Trade and Growth	Unbalanced panel of 274 observations on growth in the 1990s, 1980s and 1970s for roughly 100 countries. Estimation of cross-sectional regressions of growth in the very long run on institutions and trade: difficult to separately identify the effects of institutions and growth. Instead, uses a regression of growth on lagged growth, and on changes in the set of explanatory variables.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cross-country regressions of the log-level of per capita GDP on instrumented measure of trade and institutional quality are uninformative about the relative importance of trade and institutions in the long run, because of the very high correlation between the latter two variables.</li> <li>2. In contrast, regressions of changes in decadal growth rates on instrumented changes in trade and changes in institutional quality provide evidence of a strong effect of trade on growth, with a much smaller role for improvements in institutions.</li> <li>3. These results are suggestive of an important joint role for both trade and institutions in the very long run, but relatively larger role for trade over shorter horizons.</li> </ol>

Table 2. Cross-sectional Studies of the Impact of Institutions on Development Outcomes (continued)

Author(s)/Year	Measures of institutions	Dependent variable	Scope of the analysis	Findings
Rodrik <i>et al.</i> (2002)	Rating of institutional quality with respect to enforcement of property rights and the strength of the rule of law	GDP per capita on a PPP basis	Systematical estimation of a series of regressions in which incomes are related to measures of geography, integration into the trade system, and institutions, with the latter 2 instruments.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. The quality of institutions trumps everything else, i.e. geography and trade.</li> <li>2. Institutional quality has a positive and significant effect on integration.</li> </ol>
Easterly (2001)	Institutional quality index	"Outcome" of ethnic conflicts	Analysing the link between quality of institutions and ethnic diversity and its outcome on ethnic conflicts.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Institutional factors interact with ethnic diversity as they affect whether ethnic conflict is destructive or is contained by the rules of the game.</li> <li>2. Ethnic diversity has a more adverse effect on economic policy and growth when institutions are poor.</li> <li>3. Good institutions lower the risk of wars and genocides.</li> </ol>
Aron (2000)	Quality of public and private economic institutions	GDP growth	Literature review. Classification of the components of indicators of institutional measures in 5 categories: quality of formal institutions; measures of social capital; measures of social characteristics; characteristics of political institutions; measures of political instability.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Variables that capture the performance or quality of formal and informal institution are the appropriate institutional variables to include in investment and growth regressions</li> <li>2. The quality of institutions has a robust and significant indirect relationship to growth via its effects on the volume of investment</li> <li>3. The promotion of social capital strengthening informal institutions may positively influence growth both directly and indirectly.</li> <li>4. Most of the studies fail on 2 accounts: they ignore simultaneity issues and often deal inadequately with endogenous institutional measures.</li> </ol>
Gaviria <i>et al.</i> (2000)	Conflict management institutions.	Growth	Use Rodrik's (1999) two institutional dimensions as indices to measure the quality of conflict management institutions and test Rodrik's assumption that institutions for conflict management are associated with the ability to react to economic shocks.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. The indices used in the paper solve the endogeneity and subjectivity biases the affect Rodrik's measure of institutional quality.</li> <li>2. Paper finds strong support for the idea that high levels of political constraints and intermediate levels of political particularism are associated with a quick recovery from economic shocks.</li> </ol>

Table 2. Cross-sectional Studies of the Impact of Institutions on Development Outcomes (continued)

Author(s)/Year	Measures of institutions	Dependent variable	Scope of the analysis	Findings
Campos & Nugent (1998)	Composite and comparative index of institutional development (CIID) <sup>b</sup>	Growth	19 Latin American countries for the years 1960 to 1986. Incorporate the CIID measure into an otherwise standard Solow growth model, and then use that model to explain variations in growth rates.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. The index is shown to contribute significantly to the explanation of the variations in growth rates of per capita income across countries and over time.</li> <li>2. The central and common characteristic of relevant institutions is that they give agents a voice, a stake in the system. By doing so, they increase the appropriability of benefits or, conversely, reduce the amount of rent-seeking.</li> <li>3. The results emphasise a nexus between institutional development and per capita income growth through human capital formation.</li> </ol>
La Porta <i>et al.</i> (1998)	Institutions measured as security of property rights, quality of the bureaucracy, successful provision of essential public goods, effective spending, and democracy.	Government performance	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Data set of measures of government performance and their potential determinants in (up to) 152 countries. Most data is from the 1990s.</li> <li>2. Instruments of measurements are compiled for: government intervention, government efficiency, output of public goods, size of the public sector, democracy.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Data shows that using these measures of performance, the quality of governments varies systematically across countries.</li> <li>2. Data shows that Government performance is surely in part determined by economic development, but it is also shaped by systematic variation in the histories of individual countries.</li> <li>3. The results are difficult to interpret as supporting a particular version of political or cultural theories of institutions. Taken as a whole, however, results support the political theories of institutions, since ethnolinguistic heterogeneity and legal origin remain extremely important factors shaping government performance, even controlling for religion.</li> <li>4. Identifying big government with bad government can be highly misleading.</li> </ol>
Knack & Keefer (1995)	Two indices (ICRG, BERI) <sup>a</sup> measuring institutional quality services.	Investment and economic growth	The study compares more direct measures of the institutional environment (ICRG and BERI indices) with both the instability proxies used by Barro (1991) and the Gastil indices.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Political violence and the Gastil political and civil liberties indicators are insufficient proxies for the quality of the institutions.</li> <li>2. ICRG and BERI indices are both able to properly account for the influence of institutions.</li> <li>3. Institutions that protect rights are crucial to economic growth and to investment.</li> <li>4. When institutions are controlled for, stronger evidence emerges for conditional convergence.</li> </ol>

Notes:

- a. The International Country Risk Guide (ICRG) variables used are expropriation risk, rule of law, repudiation of contracts by the government, corruption in government and quality of bureaucracy. The measures used from the Business Environmental Risk Intelligence (BERI) index are contract enforceability, infrastructure quality, nationalisation potential and bureaucratic delays.
- b. The CIID is made up of the 8 following variables: competitiveness of manner of generation of the executive authorities, openness of executive generation, constraints on chief executive, competitiveness of participation, regulation of participation, legislative effectiveness, legislative selection and scope of government actions.

